

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 { Par porteur ou par la poste,
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 22 décembre 1935, modifiant les droits de douanes perçus à la sortie du territoire du Togo placé sous le mandat de la France. 183

Arrêté du 22 décembre 1935, complétant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie. 183

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droits à la sortie du Territoire

ARRETE N° 575 modifiant les droits de douanes perçus à la sortie du territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
 CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
 Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;
 Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 30 mai 1931 fixant les droits perçus à la sortie du territoire du Togo; ensemble les textes le complétant ou le modifiant;

Vu l'avis de la chambre de commerce du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté du 30 mai 1931 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	Unités sur lesquelles portent les droits.	QUOTITÉ DES DROITS
Caoutchouc.	Valeur	exempt.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

P. Le Commissaire de la République p. i. absent,
 L'administrateur en chef GEISMAR

Administrateur supérieur du Togo
 chargé de l'expédition des affaires courantes et
 urgentes,

GEISMAR.

Approuvé par câble ministériel n° 27 du 9 février 1936.

Droit de statistique

ARRETE N° 576 complétant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
 CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie; ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'avis de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté du 31 décembre 1932 susvisé, complété par l'arrêté du 31 mars 1933 est complété à nouveau ainsi qu'il suit :

« 1 franc par tonne métrique quel que soit le mode d'emballage pour les graines oléagineuses, les sels, les sables, les papiers, les pierres, terres et minéraux

bruts, les tourteaux, le maïs, le manioc, les farines de maïs et de manioc, le tapioca et le caoutchouc brut.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent,
L'administrateur en chef GEISMAR*

*Administrateur supérieur du Togo
chargé de l'expédition des affaires courantes et
urgentes,
GEISMAR.*

Approuvé par câble ministériel n° 27 du 9 février 1936.